



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2014

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2014, clos le 31 mars.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2014

Pour permettre une meilleure pertinence et mieux refléter la proposition de valeur de la société dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, des changements ont été introduits depuis le 1^{er} janvier 2014 dans les informations communiquées sur les commandes et le carnet de commandes des nouveaux systèmes. Désormais, leur montant total est communiqué, alors que seules les commandes de nouvelles licences de logiciels et des équipements de CFAO l'étaient auparavant. Afin de permettre la comparaison avec les données de 2014, les montants de 2013 ont été retraités en conséquence.

Les comparaisons détaillées entre 2014 et 2013 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2013 (« données comparables »).

Avec une parité moyenne de \$ 1,37 / € 1, le dollar s'est déprécié de 4 % par rapport au premier trimestre 2013 (\$ 1,32 / € 1). L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,4 million (- 3 %) le chiffre d'affaires et de € 0,6 million (- 21 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes de nouveaux systèmes en légère croissance

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 19,0 millions, en augmentation de € 0,7 million (+ 4 %) par rapport au premier trimestre 2013. Les nouvelles licences de logiciels (€ 4,8 millions) progressent de 1 %, les équipements de CFAO (€ 10,5 millions) reculent de 6 %. La formation et le conseil (€ 3,3 millions) sont en hausse de € 1,3 million (+ 66 %), ce qui témoigne de l'intérêt des clients pour la nouvelle stratégie de Lectra plaçant le conseil au cœur de sa proposition de valeur.

Des résultats en ligne avec les anticipations de la société

Dans son rapport du 11 février 2014, la société avait précisé que, compte tenu d'un carnet de commandes des licences de logiciels et des équipements de CFAO au 1^{er} janvier inférieur de € 2,5 millions à celui du 1^{er} janvier 2013 et du faible niveau de l'activité commerciale du mois de janvier, elle anticipait au premier trimestre un chiffre d'affaires d'environ € 48 millions, stable, et un résultat opérationnel d'environ € 1,5 million, en baisse par rapport au premier trimestre 2013 (sur la base de parités arrêtées au 1^{er} février, notamment \$ 1,35 / € 1). Les chiffres du premier trimestre sont conformes à ces anticipations.

Le chiffre d'affaires s'élève à € 47,7 millions, en augmentation de 1 % (- 1 % à données réelles). Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 18,4 millions) recule de € 0,5 million (- 3 %). Parallèlement, les revenus récurrents (€ 29,2 millions) progressent de € 1,2 million (+ 4 %), résultant d'une augmentation de 5 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 4 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 2,3 millions. Il comprend € 0,7 million provenant d'une reprise de provisions relative au crédit d'impôt recherche (cf. chapitre 2 ci-après). Retraité de cette reprise de provisions, il diminue de € 0,9 million (- 29 %) à données comparables par rapport au résultat opérationnel courant du premier trimestre 2013.

A données réelles, le résultat opérationnel diminue de € 0,8 million (- 26 %). Ce recul résulte pour € 0,6 million de l'effet négatif des variations des cours de change, pour € 0,2 million de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, pour € 0,2 million de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 1,7 million de celle relative au plan de transformation. Ces effets défavorables sont en partie compensés par l'impact positif de la croissance des revenus récurrents, pour € 1,0 million, par l'augmentation des taux de marge brute pour € 0,3 million et par la reprise de provisions relative au crédit d'impôt recherche pour € 0,7 million.

Le résultat net s'établit à € 1,8 million, en baisse de € 0,4 million (- 16 %) à données réelles par rapport à celui, hors éléments à caractère non récurrent, du premier trimestre 2013.

Le cash-flow libre s'élève à € 2,8 millions (€ 2,1 millions hors éléments à caractère non récurrent au premier trimestre 2013).

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport du 11 février 2014, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route 2013-2016, ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011, et rendu compte de son premier rapport d'étape.

Un deuxième rapport d'étape sera communiqué le 11 février 2015.

Il est rappelé que ces investissements d'avenir sont entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2014

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 47,7 millions, en augmentation de 1 % par rapport au premier trimestre 2013 (- 1 % à données réelles).

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique ou sectoriel est donnée à titre indicatif dans la note 5 des notes annexes au présent rapport. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 4,8 millions) progresse de € 0,1 million (+ 2 %). Il contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (10 % au premier trimestre 2013).

Les équipements de CFAO (€ 10,9 millions) affichent un recul de 8 % et représentent 23 % du chiffre d'affaires global (25 % au premier trimestre 2013).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 2,3 millions) augmente de 17 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 18,4 millions) est en retrait de € 0,5 million (- 3 %). Il représente 39 % du chiffre d'affaires global (40 % au premier trimestre 2013).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 29,2 millions) augmentent de € 1,2 million (+ 4 %). Ils représentent 61 % du chiffre d'affaires global (60 % au premier trimestre 2013).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 36 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 17,2 millions. Il progresse de 5 %, poursuivant ainsi la dynamique de croissance enregistrée sur l'année 2013 (+ 5 %) :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 10,1 millions), en progression de 6 % par rapport au premier trimestre 2013, représentent 21 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 7,1 millions), en croissance de 3 %, représentent 15 % du chiffre d'affaires global.

Pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés depuis le 1^{er} janvier 2014 entre, d'une part, les logiciels et, d'autre part, les équipements de CFAO. Ceux-ci étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 12,0 millions) progresse de 4 %.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes des nouveaux systèmes au 31 mars 2014 (€ 13,7 millions) augmente de € 0,5 million par rapport au 31 décembre 2013.

Il comprend € 9,3 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 8,2 millions livrables au deuxième trimestre et € 1,1 million au-delà, et € 4,4 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 73,2 %. A données comparables, il augmente de 1,7 point par rapport au premier trimestre 2013 (72,0 %) compte tenu du mix des ventes, le poids des logiciels, de la formation et du conseil dans le chiffre d'affaires total ayant progressé, et celui des équipements de CFAO diminué.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 32,6 millions, en augmentation de € 1,5 million (+ 5 %) par rapport à 2013.

Ils intègrent une reprise de provisions de € 0,7 million relative au crédit d'impôt recherche faisant suite à une décision du Conseil d'Etat validant la prise en compte de l'intéressement et de la participation dans l'assiette de son calcul, et rejetant ainsi la position adoptée jusqu'alors par l'administration fiscale française (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Retraités de cette reprise de provisions, les frais généraux s'élèvent à € 33,3 millions, en augmentation de € 2,2 millions (+ 7 %), et se décomposent ainsi :

- € 30,2 millions de frais fixes, en hausse de € 1,9 million (+ 7 %). Les investissements d'avenir liés au plan de transformation ont représenté € 3,1 millions, soit 10% du montant total ;
- € 3,1 millions de frais variables, en augmentation de € 0,3 million (+ 11 %).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Elles s'élèvent à € 5,5 millions et représentent 11,6 % du chiffre d'affaires (€ 4,8 millions et 10,0 % au premier trimestre 2013). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés sur le trimestre, les frais nets de R&D sont de € 3,6 millions (€ 3,2 millions en 2013), et de € 2,9 millions après la reprise de provisions.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 2,3 millions. Il comprend € 0,7 million résultant de la reprise de provisions relative au crédit d'impôt recherche. Par rapport au résultat opérationnel courant du premier trimestre 2013, il diminue de € 0,2 million (- 6 %) à données comparables et de € 0,8 million (- 26 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 4,8 %. Elle diminue de 0,4 point à données comparables et de 1,6 point à données réelles par rapport à la marge opérationnelle courante du premier trimestre 2013 (6,4 %).

A données réelles, les dépenses correspondant aux investissements d'avenir liés au plan de transformation ont contribué à hauteur de 3,4 points à la baisse de cette marge par rapport au premier trimestre 2013 et de 6,4 points par rapport au premier trimestre 2011, avant sa mise en place.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette proche de zéro. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Après une charge d'impôt de € 0,2 million, le résultat net s'établit à € 1,8 million (€ 2,2 millions au premier trimestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,06 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,08 sur capital de base et € 0,07 sur capital dilué au premier trimestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Au premier trimestre 2013, le résultat opérationnel (€ 14,2 millions) intégrait un produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions et le résultat net (€ 12,2 millions) un produit net de € 10,0 millions correspondant à l'encaissement du solde du litige contre Induyco.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'élève à € 2,8 millions (€ 2,1 millions au premier trimestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent de € 11,1 millions). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 2,0 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 1,8 million et d'investissements de € 1,0 million (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 1,8 million), le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,2 million) et la reprise de provisions du premier trimestre 2014 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été positif de € 5,5 millions et supérieur de € 3,7 millions au résultat net.

Structure financière

Au 31 mars 2014, les capitaux propres atteignent € 86,4 millions (€ 83,8 millions au 31 décembre 2013).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,1 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2013).

La trésorerie disponible s'établit à € 32,4 millions (€ 29,5 millions au 31 décembre 2013).

Les dettes financières sont ramenées à € 0,4 million (€ 0,9 million au 31 décembre 2013), correspondant au solde des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement, dont le dernier remboursement est prévu le 31 mars 2015.

En conséquence, la trésorerie nette atteint € 32,0 millions (€ 28,6 millions au 31 décembre 2013).

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale du 30 avril 2014, les capitaux propres, la trésorerie disponible et la trésorerie nette seront diminués du montant du dividende total (€ 6,5 millions) qui sera mis en paiement le 7 mai.

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 8,2 millions. Il comprend la créance de € 24,5 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2010 et du crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2014, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 16,3 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année (*cf.* note 8 des notes annexes au présent rapport). Ainsi, le solde non utilisé de la créance correspondant au crédit d'impôt de l'exercice 2010 (€ 3,8 millions) devrait être remboursé à la société dans le courant de l'année.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 mars 2014, le capital social est de € 29 777 102 divisé en 29 777 102 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, il a été augmenté de 112 687 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,1 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 0,5 million).

Le 17 février 2014, la société a été informée que Schroders Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de clients, avait franchi à la hausse, le 12 février 2014, les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et détenait à cette date 10,14 % du capital et 10,01 % des droits de vote. Schroders Investment Management Ltd a également indiqué qu'elle détenait, en plus, 2 % du capital pour le compte de clients qui ont gardé l'exercice de leurs droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 37,3 % du capital et 36,8 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas) et Schroders Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2014, la société détenait moins de 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2014, le cours était de € 7,83, en baisse de 6 % par rapport au 31 décembre 2013 (€ 8,29), après sa progression de 75 % en 2013. Son plus haut a été de € 8,69 le 10 février, son plus bas de € 7,40 le 17 mars. Sur les trois premiers mois de 2014, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 2 % et de 9 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (2,2 millions) a augmenté de 60 % et les capitaux échangés (€ 17,3 millions) de 138 % par rapport au premier trimestre 2013.

La société a confirmé, dans son communiqué du 3 avril, son éligibilité au PEA-PME qui permet d'intégrer les actions Lectra au sein de comptes PEA-PME, dispositif bénéficiant d'avantages fiscaux dédié à l'investissement dans les petites et moyennes valeurs européennes.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport annuel 2013 de Lectra a été mis en ligne sur lectra.com le 31 mars. Pour la première fois, en plus de la version électronique téléchargeable, deux versions interactives, agrémentées de témoignages vidéo et autres contenus, sont disponibles : une version électronique enrichie sur le site lectra.com et une application pour iPad et tablettes Android sur l'App Store et Google Play.

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2014.

Les résultats financiers du premier semestre 2014 seront publiés le 29 juillet, après la clôture de NYSE Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2014 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2013 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2014 et son rapport annuel 2013, auxquels il convient de se référer, elle a souligné que, comme 2013, l'année 2014 s'annonçait aussi imprévisible que difficile, et a longuement développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a indiqué que son objectif est de réaliser en 2014, au minimum, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 214 millions (+ 7 % par rapport à 2013), un résultat opérationnel courant d'environ € 18 millions (+ 10 %), une marge opérationnelle courante de 8,3 % (en légère augmentation), et un résultat net de l'ordre de € 12,5 millions (stable à données réelles, hors éléments non récurrents de 2013).

Elle a également indiqué qu'elle espérait cependant, dans le cas où les risques macroéconomiques s'atténueraient, entraînant une reprise des investissements des clients, et en capitalisant sur les effets attendus du plan de transformation, dépasser ces chiffres et rattraper une partie du retard par rapport au plan initial présenté le 12 février 2013. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

La montée en puissance des collaborateurs récemment recrutés devrait commencer à produire ses effets positifs à compter du second semestre 2014.

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 29 avril 2014

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2014

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2014

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Écarts d'acquisition	30 002	29 986	31 274
Autres immobilisations incorporelles	4 564	4 403	4 210
Immobilisations corporelles	13 148	13 328	13 044
Actifs financiers non courants	1 702	2 121	1 882
Impôts différés	7 935	7 171	7 676
Total actifs non courants	57 351	57 009	58 086
Stocks	21 619	20 748	23 036
Clients et comptes rattachés	42 106	50 269	38 569
Autres actifs courants	33 448	28 999	25 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 400	29 534	28 519
Total actifs courants	129 573	129 550	115 317
Total actifs	186 924	186 559	173 403

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Capital social	29 777	29 664	29 046
Primes d'émission et de fusion	5 568	5 043	2 831
Actions détenues en propre	(135)	(83)	(282)
Écarts de conversion	(8 614)	(8 721)	(9 051)
Réserves et résultats consolidés	59 782	57 926	54 958
Capitaux propres	86 378	83 829	77 502
Engagements de retraite	7 457	7 419	6 902
Emprunts et dettes financières à long terme	0	394	392
Total passifs non courants	7 457	7 813	7 294
Fournisseurs et autres passifs courants	44 638	45 109	41 819
Produits constatés d'avance	41 768	43 008	40 154
Dettes d'impôt exigible	2 609	2 391	2 086
Emprunts et dettes financières à court terme	394	500	574
Provisions	3 680	3 909	3 974
Total passifs courants	93 089	94 917	88 607
Total passifs et capitaux propres	186 924	186 559	173 403

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013 (trois mois)
Chiffre d'affaires	47 651	48 344
Coût des ventes	(12 756)	(13 548)
Marge brute	34 895	34 797
Frais de recherche et développement	(2 939)	(3 218)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 655)	(28 476)
Résultat opérationnel courant	2 301	3 102
Produits à caractère non récurrent ⁽¹⁾	0	11 124
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	2 301	14 226
Produits financiers	88	38
Charges financières	(106)	(143)
Résultat de change	(231)	49
Résultat avant impôts ⁽¹⁾	2 052	14 171
Impôts sur le résultat ⁽¹⁾	(214)	(1 958)
Résultat net ⁽¹⁾	1 838	12 213
 (en euros)		
Résultat par action :		
- de base	0,06	0,42
- dilué	0,06	0,41
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	29 700 700	28 923 802
- résultat dilué	30 603 334	29 472 568

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013 (trois mois)
Résultat net ⁽¹⁾	1 838	12 213
Ecarts de conversion	107	(211)
Effet d'impôts	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	107	(211)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	0	0
Effet d'impôts	0	0
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global	107	(211)
Résultat global ⁽¹⁾	1 945	12 002

(1) Au 31 mars 2013, le résultat opérationnel et le résultat avant impôts incluaient un produit non récurrent de € 11,1 millions, relatif à l'encaissement du solde restant dû dans le cadre du litige contre Induyco. Le résultat net et le résultat global incluaient un produit de € 10,0 millions après effet d'impôts. L'historique de ce litige est décrit dans la note 23.2 de l'annexe aux états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, disponible sur lectra.com.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	1 838	12 213
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	551	2 043
Eléments non monétaires du résultat	315	28
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	43	0
Variation des impôts différés	(781)	1 174
Capacité d'autofinancement d'exploitation ⁽¹⁾	1 966	15 458
Variation des stocks et en-cours	(793)	(533)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 573	4 571
Variation des autres actifs et passifs courants	(4 009)	(5 299)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 771	(1 261)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle ⁽¹⁾	3 737	14 197
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(652)	(356)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(475)	(620)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1	2
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(632)	(374)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	792	388
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(966)	(960)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	637	329
Achats par la société de ses propres actions	(670)	(213)
Ventes par la société de ses propres actions	619	374
Remboursement des dettes long terme et court terme ⁽³⁾	(500)	(5 760)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	86	(5 270)
Variation de la trésorerie	2 857	7 967
Trésorerie à l'ouverture	29 534	20 966
Variation de la trésorerie	2 857	7 967
Incidence des variations de cours de change	9	(414)
Trésorerie à la clôture	32 400	28 519
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	2 771	2 113
Eléments non récurrents du cash-flow libre ⁽¹⁾	0	11 124
Cash-flow libre	2 771	13 237
Impôts payés (remboursés), nets	283	345
Intérêts payés	0	15

(1) Au 31 mars 2013, la capacité d'autofinancement d'exploitation comprenait € 11,1 millions d'éléments non récurrents, correspondant à l'encaissement du solde qui restait dû dans le cadre du litige contre Induyco.

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés au travers du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(3) Le solde de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, contracté par la société en 2007, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, avait été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							12 213	12 213
Autres éléments du résultat global						(211)	0	(211)
Resultat global						(211)	12 213	12 002
Exercices d'options de souscription d'actions	97 973	1,00	98	231				329
Valorisation des options de souscription d'actions							26	26
Vente (achat) par la société de ses propres actions					98			98
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							42	42
Capitaux propres au 31 mars 2013	29 046 288	1,00	29 046	2 831	(282)	(9 051)	54 957	77 501
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							21 775	21 775
Autres éléments du résultat global						119	(382)	(263)
Resultat global						119	21 393	21 512
Exercices d'options de souscription d'actions	716 100	1,00	716	2 443				3 159
Valorisation des options de souscription d'actions							140	140
Vente (achat) par la société de ses propres actions					297			297
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							94	94
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	57 926	83 829
Résultat net							1 838	1 838
Autres éléments du résultat global						107	0	107
Resultat global						107	1 838	1 945
Exercices d'options de souscription d'actions	112 687	1,00	113	525				637
Valorisation des options de souscription d'actions							17	17
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(52)			(52)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							1	1
Capitaux propres au 31 mars 2014	29 777 102	1,00	29 777	5 568	(135)	(8 614)	59 782	86 378

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2014

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur NYSE Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 430 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2013, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 780 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 250 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de la société, qui comprennent les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support ;
- les revenus récurrents, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2013. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 avril 2014. Les comptes au 31 mars 2014 et 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2014 traduits à cours de change 2013, comparés aux données réelles 2013.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2014, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier trimestre 2014.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2014, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,7 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2014.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Compte de résultat à cours de change constants

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2014		2013	Variation 2014/2013	
	Réel	A cours de change 2013	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	47 651	49 024	48 344	-1%	+1%
Coût des ventes	(12 756)	(12 880)	(13 548)	-6%	-5%
Marge brute	34 895	36 144	34 797	0%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	73,2%	73,7%	72,0%	+1,2 point	+1,7 point
Frais de recherche et de développement	(2 939)	(2 939)	(3 218)	-9%	-9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 655)	(30 284)	(28 476)	+4%	+6%
Résultat opérationnel courant	2 301	2 921	3 102	-26%	-6%
(en % du chiffre d'affaires)	4,8%	6,0%	6,4%	-1,6 point	-0,4 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	11 124	ns	ns
Résultat opérationnel	2 301	2 921	14 226	ns	ns
(en % du chiffre d'affaires)	4,8%	6,0%	29,4%	ns	ns
Résultat avant impôts	2 052	2 671	14 171	ns	ns
Impôt sur le résultat	(214)	na	(1 958)	ns	ns
Résultat	1 838	na	12 213	ns	ns

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2014			2013		Variation 2014/2013		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	22 795	48%	22 786	21 831	45%	+4%	+4%	
- France	3 701	8%	3 698	4 230	9%	-12%	-13%	
Amériques	11 945	25%	12 663	14 253	29%	-16%	-11%	
Asie - Pacifique	9 979	21%	10 542	8 687	18%	+15%	+21%	
Autres pays	2 932	6%	3 033	3 573	7%	-18%	-15%	
Total	47 651	100%	49 024	48 344	100%	-1%	+1%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2014			2013		Variation 2014/2013		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	14 876	31%	15 253	14 607	30%	+2%	+4%	
- nouvelles licences	4 779	10%	4 929	4 824	10%	-1%	+2%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels ⁽¹⁾	10 097	21%	10 324	9 783	20%	+3%	+6%	
Équipements de CFAO	10 917	23%	11 283	12 324	25%	-11%	-8%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements ⁽¹⁾	7 139	15%	7 340	7 102	15%	+1%	+3%	
Pièces détachées et consommables	12 000	25%	12 361	11 932	25%	+1%	+4%	
Formation, conseil	2 266	5%	2 326	1 987	4%	+14%	+17%	
Divers	452	1%	461	392	1%	+16%	+18%	
Total	47 651	100%	49 024	48 344	100%	-1%	+1%	

(1) Pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés depuis le 1^{er} janvier 2014 entre, d'une part, les logiciels et, d'autre part, les équipements de CFAO. Ceux-ci étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2014			2013		Variation 2014/2013		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	18 414	39%	18 999	19 527	40%	-6%	-3%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	29 237	61%	30 025	28 817	60%	+1%	+4%	
- contrats récurrents	17 237	36%	17 664	16 885	35%	+2%	+5%	
- pièces détachées et consommables	12 000	25%	12 361	11 932	25%	+1%	+4%	
Total	47 651	100%	49 024	48 344	100%	-1%	+1%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2014			2013			Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode et habillement	9 531	52%	9 782	9 330	48%	+2%	+5%	
Automobile	5 715	31%	5 941	7 119	36%	-20%	-17%	
Ameublement	1 542	8%	1 550	1 580	8%	-2%	-2%	
Autres industries	1 626	9%	1 726	1 498	8%	+9%	+15%	
Total	18 414	100%	18 999	19 527	100%	-6%	-3%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	22 795	11 945	9 979	2 932	0	47 651
Résultat opérationnel courant	1 210	(134)	245	287	693	2 301

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	21 831	14 253	8 687	3 573	0	48 344
Résultat opérationnel courant	1 957	799	(194)	459	81	3 102

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	2 771	0	2 771
Augmentations de capital ⁽¹⁾	637	0	637
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(51)	0	(51)
Variation de l'endettement	(500)	500	0
Effet de la variation des devises – divers	9	0	9
Variation de la période	2 866	500	3 366
Situation au 31 décembre 2013	29 534	(894)	28 640
Situation au 31 mars 2014	32 400	(394)	32 006
Variation de la période	2 866	500	3 366

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 31 mars 2014 s'élève à € 2,8 millions (il n'y a pas d'éléments non récurrents). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 2,0 millions, d'investissements de € 1,0 million et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 1,8 million.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 6,6 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en

tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 0,8 million provient de l'augmentation des stocks ;
- + € 2,2 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2014, comptabilisés mais non encaissés ;
- + € 2,8 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2013, intégralement payée en 2014, et celle comptabilisée au premier trimestre 2014, qui sera payée en 2015 ;
- - € 1,0 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2014 s'élève à € 8,2 millions. Il comprend une créance de € 24,5 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (*cf.* note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 16,3 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 31 mars 2014, la société mère, Lectra SA, détient une créance de € 24,5 millions sur le Trésor public français. Elle est composée :

- du crédit d'impôt recherche comptabilisé en 2014 (€ 1,9 million), en 2013 (€ 6,7 millions), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,8 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre de l'exercice 2014 et des exercices précédents ;
- du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé en 2014 (€ 0,2 million).

La société intégrait les dépenses d'intéressement et de participation dans l'assiette de calcul annuelle du crédit d'impôt recherche qu'elle comptabilisait. La position de l'administration fiscale de requalification du caractère éligible de ces dépenses a conduit la société à comptabiliser, pour les années 2010 à 2013 concernées, une provision égale à la quote-part de crédit d'impôt recherche annuel assise sur ces bases. Le Conseil d'Etat, dans sa décision du 12 mars 2014, a confirmé le caractère éligible de ces dépenses pour les exercices concernés. La société a donc repris, dans les comptes du premier trimestre 2014, la provision de € 0,7 million qu'elle avait constituée. Ce montant n'a pas d'impact sur la créance comptabilisée, qui ne tenait pas compte de cette provision.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier, sur lequel sera intégralement imputée la créance correspondante. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés comme suit : en 2014 (crédit d'impôt 2010, la demande en a été faite auprès du Trésor public), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013) et 2018 (crédits d'impôt 2014). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante, puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société a acheté 84 589 actions et en a vendu 77 263 aux cours moyens respectifs de € 7,94 et de € 8,03 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2014, elle détenait 17 734 de ses propres actions (soit 0,06 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 7,64, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

10.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 mars 2014	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 400	29 534
Emprunts et dettes financières	(394)	(894)
Trésorerie nette	32 006	28 640

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 3,4 millions au cours du premier trimestre 2014.

10.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 mars 2014, les emprunts et dettes financières du Groupe sont uniquement composés du solde des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, remboursable le 31 mars 2015 (€ 0,4 million), un remboursement de € 0,5 million ayant été effectué le 31 mars 2014.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2013.

Au cours du premier trimestre 2014, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,37 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2014 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, livre anglaise, rouble russe et dirham marocain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 4,9 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain sur ses flux futurs.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2014 sur la base de parités arrêtées au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,39 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (soit \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires 2014 d'environ € 3 millions et du résultat opérationnel de € 1,6 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,30 / € 1) se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.